

Turquie



Bien qu'il soit encore difficile d'obtenir des données sur les migrations en Turquie, plusieurs indices tendent à prouver qu'en 2006, l'évolution tendancielle de l'émigration et de l'immigration s'y est poursuivie dans des proportions à peu près analogues

à celles des années précédentes.

Les chiffres officiels de l'émigration ne font l'objet d'aucune déclaration. Le nombre de ressortissants turcs demandeurs d'asile a continué de diminuer de manière importante et est tombé à 8 000 environ, soit un recul d'environ 30 %. En revanche, l'émigration de travailleurs temporaires sous contrat par l'intermédiaire du Bureau pour l'emploi de la Turquie a augmenté de 36 % en 2006, ce qui représente quelque 81 000 personnes. Environ la moitié de cette émigration temporaire avait pour destination le Proche-Orient (quelque 40 000 travailleurs, soit une progression de 60 % par rapport à 2005). À l'intérieur de cette région de destination, l'Arabie Saoudite se classe au premier rang; elle a accueilli 20 000 travailleurs turcs en 2006, soit le triple du montant de 2005. Le reste de ces flux a essentiellement pour destination la Communauté des États indépendants (environ 37 000 personnes, soit une progression de 30 %). Ensemble, les deux régions représentent environ 95 % des flux d'émigration dans cette catégorie. Les flux d'émigration temporaires au départ de Turquie vers d'autres pays de l'OCDE, qui ont été relativement faibles ces dernières années, ne cessent de diminuer.

Le nombre de permis de séjour accordés par la Turquie a augmenté de près d'un tiers, et atteint plus de 186 000 en 2006. Cette progression s'explique principalement par l'octroi de permis pour des motifs autres que le travail ou les études, y compris les migrations familiales. Les migrants irréguliers, autrement dit les travailleurs clandestins (en provenance de la Communauté des États indépendants pour la plupart) et les migrants en transit (principalement en provenance du Proche-Orient) demeurent une composante importante des migrations internationales vers la Turquie. Après avoir diminué de façon temporaire en 2005, le nombre de personnes appréhendées sur le territoire (pour l'essentiel des migrations de travail restés après l'expiration de leur visa) a atteint plus de 50 000 en 2006, soit une augmentation de 19 % par rapport à 2005. Ce chiffre n'en reste pas moins inférieur à celui de 2000, où il avait culminé à 95 000. Une évolution analogue a été observée s'agissant des interpellations à la frontière (entrées et sorties clandestines, principalement de migrants en transit).

Le nombre de demandes d'asile à la Turquie a augmenté de plus de 15 % par rapport à 2005, atteignant

4 550 en 2006. Cette progression tient à l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile en provenance d'Iran (+ 32 %) ainsi que de Somalie et du Soudan, tandis que les chiffres des demandes font apparaître une baisse de 31 % du nombre de requérants originaires d'Irak.

Pour la première fois depuis 1998, le volume des transferts de fonds opérés par les expatriés a très nettement augmenté (hausse de plus de 30 %), atteignant 1.1 milliard USD (0.3 % du PIB) en 2006. Ce chiffre n'en demeure pas moins largement inférieur à celui de 1998, où il avait atteint 5.4 millions USD. De surcroît, les transferts monétaires liés aux voyages ont pratiquement doublé par rapport à 2005, et atteignent quelque 6.4 milliards USD, le chiffre le plus élevé en dix ans.

Les démarches faites par plusieurs institutions pour améliorer la collecte et la compilation des données sur les migrations internationales en Turquie n'ont pas enregistré de progrès significatifs. De la même façon, les discussions engagées en 2004 sur l'intégration des statistiques de l'immigration et de l'émigration dans un système central informatisé de recensement de la population n'ont pas encore débouché sur des résultats concrets.

La législation de 1934 sur l'installation, qui limite d'une manière générale l'immigration aux « personnes d'ascendance et de culture turques », a été modifiée en septembre 2006. Il s'agissait d'assouplir cette restriction au profit des réfugiés afin d'assurer la compatibilité de la législation turque en la matière avec la Convention de Genève de 1951.

Cette mesure fait partie d'un plan national d'action datant de 2005, qui envisageait une réforme complète de la législation en matière d'immigration ainsi que des modifications institutionnelles globales d'ici 2012, en vue d'harmoniser progressivement la législation-cadre turque avec l'acquis communautaire.

Toujours dans le contexte du plan d'action, diverses mesures ont été prises en 2006 pour améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement des migrants. Ces mesures incluent l'ouverture d'un foyer d'accueil pour les réfugiés à Istanbul. D'autres mesures d'intégration des réfugiés sont envisagées pour les années à venir, dont la mise en place de programmes de formation professionnelle et d'information dans le domaine de la santé. Il s'agit notamment de faire respecter les droits de ces personnes dans le domaine du travail, de leur fournir une aide sur le plan social et de leur permettre de participer à des activités sociales et culturelles.

Pour en savoir plus...

www.iskur.gov.tr

www.tuik.gov.tr

www.nvi.gov.tr/Hakkimizda/Projeler,Spot_Mernis.html

Flux migratoires des étrangers

Flux migratoires des étrangers <i>Définition nationale</i>	1995	2000	2005	2006	Moyenne		Milliers			
					1995-2000	2001-2006	2006			
<i>Pour 1000 habitants</i>										
Entrées	1.3	2.4	2.4	2.6	2.0	2.3	191.0			
Sorties			
Entrées d'étrangers par catégorie (long terme) <i>Statistiques de permis de résidence (données standardisées)</i>	Milliers		Répartition (%)		Entrées des 10 principales nationalités en % du flux total d'étrangers					
	2005	2006	2005	2006						
Travail						
Famille (y compris la famille accompagnante)						
Humanitaire						
Libre circulation						
Autres						
Total						
Migrations temporaires	2000	2005	2006	Moyenne annuelle 2000-2006						
	<i>Milliers</i>									
Étudiants						
Stagiaires						
Vacanciers actifs						
Travailleurs saisonniers						
Personnel transféré au sein de leur entreprise						
Autres travailleurs temporaires						
Entrées de demandeurs d'asile	1995	2000	2005	2006	Moyenne		Milliers			
					1995-2000	2001-2006	2006			
<i>Pour 1000 habitants</i>	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	4.6			

Indicateurs macroéconomiques, démographiques et liés au marché du travail

Indicateurs macroéconomiques	1995	2000	2005	2006	Moyenne		Niveau
					1995-2000	2001-2006	2006
PIB réel (croissance en %)	7.2	7.4	7.4	6.1	3.9	7.2	
PIB/tête (croissance en % et niveau en dollars É-U)	5.3	2.4	7.0	4.8	2.1	5.9	7 904
Emploi (croissance en % et niveau en milliers)	2.8	-2.1	1.7	1.2	0.9	0.7	22 846
Chômage (% de la population active)	7.5	6.4	10.0	9.7	6.9	9.7	
Composantes de la croissance de la population totale	1995	2000	2005	2006	Moyenne		
					1995-2000	2001-2006	
<i>Pour 1000 habitants</i>							
Total	18.5	14.1	12.7	..	17.3	13.2	
Accroissement naturel	16.9	14.1	12.7	..	16.0	13.2	
Solde migratoire	1.6	-	-	..	1.3	-	
Population totale	1995	2000	2005	2006	Moyenne		Milliers
					1995-2000	2001-2006	2006
<i>Croissance annuelle en %</i>							
Personnes nées dans le pays de résidence	..	..	..	..	..	..	..
Personnes nées à l'étranger	..	..	..	..	..	..	..
Nationaux	..	..	..	..	..	..	..
Étrangers	..	..	..	..	..	..	..
Naturalisations	1995	2000	2005	2006	Moyenne		Niveau
					1995-2000	2001-2006	2006
<i>En % de la population étrangère</i>	..	..	..	..	..	..	5 072

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/443078850478>

Les notes et sources figurent en début de chapitre.